

*Les subsides*

privé mais, sérieusement, je ne pense pas que le secteur privé soit très présent dans les régions du Canada où sévit le chômage. Il est peut-être présent dans le secteur de la petite entreprise, et je pense que nous devrions faire tout notre possible pour aider ce secteur. Cependant, le fait est que, dans la région de l'Atlantique, le secteur privé ne peut pas combler toutes les lacunes et créer les milliers de nouveaux emplois dont nous avons besoin.

● (1420)

Le gouvernement du Canada a, en vertu de la Constitution canadienne, la responsabilité de fournir des services à toutes les régions du pays et d'assurer l'égalité des chances à tous les Canadiens, qu'ils vivent au Manitoba, au Québec, dans la région de l'Atlantique ou ailleurs. Je vois rire la ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall). Elle peut bien rire, mais je tiens à lui dire que le sourire béat, l'attitude et la faillite intellectuelle des membres du parti conservateur commencent à se faire remarquer d'un bout à l'autre du pays. Cette suffisance et cette indifférence à l'égard des citoyens de la région de l'Atlantique sont particulièrement évidentes dans la déclaration à laquelle elle a sans doute contribué, et je veux parler de l'exposé économique du ministre des Finances ainsi que du Livre bleu qui l'accompagne.

Le gouvernement pourrait faire énormément de choses s'il prenait ses responsabilités au sérieux. Les citoyens de l'Atlantique ne veulent pas qu'on leur fasse la charité. Il est toutefois vrai que le taux de chômage atteint des proportions catastrophiques et que le gouvernement du Canada devrait, par souci d'équité et de justice, verser d'importantes sommes d'argent pour améliorer la situation économique des habitants de cette région.

**Le président suppléant (M. Charest):** Avez-vous des questions ou des observations?

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député avant que nous passions au débat. J'apprécie certaines observations qu'il a faites au sujet du chômage dans les provinces de l'Atlantique et, bien sûr, si mon parti a soulevé cette question, c'est notamment parce que nous nous préoccuons du chômage, non seulement dans les provinces de l'Atlantique, mais dans tout le pays.

Lorsque le nouveau gouvernement a accédé au pouvoir, il a promis d'accorder une attention prioritaire à la création d'emplois. En fait, aucune des mesures prises par le nouveau gouvernement ne semble avoir modifié la situation du chômage, même si l'évolution de l'économie américaine et la baisse des taux d'intérêt lui ont facilité la tâche.

Comment le député peut-il justifier une telle escalade du chômage dans sa circonscription en près de 20 années de gouvernement libéral? Le parti libéral a eu toute les occasions voulues de créer les emplois durables dont la région de l'Atlantique a tellement besoin.

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, je suis content que le député ait posé cette question. Même si j'ai pris au sérieux l'objet de sa motion, il est facile de constater que les néo-démocrates l'ont proposée aujourd'hui pour essayer, sans succès, de

faire une percée dans l'Atlantique et de profiter de la misère dans laquelle se trouvent les habitants de cette région.

Le député a demandé pourquoi le taux de chômage était aussi élevé, alors que notre gouvernement est resté au pouvoir pendant longtemps. Je voudrais pousser ce raisonnement un peu plus loin, monsieur le Président. Je ne suis député dans ma circonscription que depuis quatre ans. Qui la représentait avant moi? Était-ce un libéral? Était-ce un conservateur? Non, c'était un néo-démocrate. Toutefois, en quatre ans à peine, le gouvernement libéral a fourni à la Société de développement du Cap-Breton plus de 628 millions de dollars afin de venir en aide aux Canadiens de cette région.

Comme preuve de l'hypocrisie du Nouveau parti démocratique et du député qui a posé la question, je rappelle que les néo-démocrates se sont découvert un intérêt dans la région de l'Atlantique seulement après s'y être rendus quatre fois. Ils ont en effet rendu visite aux villes de Saint-Jean, de Halifax, de Sydney et de Moncton. Selon toute apparence, l'Île-du-Prince-Édouard ne compte pas. Voilà qui prouve que les néo-démocrates sont hypocrites, comme le dit le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens), car ils essaient de tirer parti des difficultés qu'éprouvent d'autres régions du Canada. Je voudrais dire à ce collègue—non pas à d'autres députés, mais bien à ce collègue en particulier—qu'il devrait avoir honte de son hypocrisie et de...

**M. Tobin:** Cela n'a pas marché en Ontario.

**M. Dingwall:** Cela n'a pas marché en Ontario. Il devrait avoir honte d'avoir laissé entendre que les gouvernements précédents ne s'étaient nullement intéressés à cette région.

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, je voudrais moi aussi poser une question au député. Mais auparavant, je voudrais dire que s'il y a un hypocrite ici, c'est bien lui. En fait, la région du nord de l'Ontario, qui ressemble beaucoup à celle de l'Atlantique, compte douze circonscriptions fédérales représentées à la Chambre des communes. Année après année, onze de ces douze circonscriptions ont été d'allégeance libérale. Plusieurs de ces députés libéraux ont été membres du cabinet. En fait, mon siège était détenu par une ministre. Ces députés détenaient le pouvoir. Ils auraient fort bien pu reconstituer et restructurer l'économie du pays en faisant disparaître les localités axées sur une seule industrie et en réglant les problèmes structurels passablement graves qui existent. Mais ils ne s'en sont jamais donné la peine. Le député a beaucoup de culot de pointer du doigt les néodémocrates dont les exploits en matière de restructuration économique et d'amélioration de l'emploi dans les provinces de l'Ouest où ils sont au pouvoir sont inégalés.

Le député devrait expliquer en toute honnêteté aux Canadiens comment il peut prétendre avoir des solutions à ces problèmes, alors que c'est le parti libéral qui a gouverné pendant la grande majorité des cinquante dernières années. Il devrait peut-être se tourner vers le Nouveau parti démocratique pour en obtenir quelques idées novatrices.

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, je me contenterai de dire que je serais prêt n'importe quand à comparer les réalisations du député à celles de son prédécesseur. Qu'il suffise de dire que ce dernier a fait plus en quatre ans que lui en huit ans.